



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE  
ET DES FINANCES

## Vœux à la presse

**Discours de Bruno Le Maire,  
ministre de l'Économie et des Finances**

***Bercy***

*14 janvier 2019*

Contact presse :

Cabinet de Bruno Le Maire

01 53 18 41 13



Monsieur le président de l'AJEF, cher Emmanuel Cugny,  
Madame la ministre, chère Agnès Pannier-Runacher,  
Chers amis,

Je suis très heureux de vous accueillir dans ce magnifique ministère de l'Economie et des Finances pour vous adresser, dans des circonstances un peu particulières, mes meilleurs vœux pour 2019.

L'année dernière, je n'avais pas fait de vœux à la presse. Certains d'entre vous s'en étaient émus. Cette année, j'en fais donc et ce sont les vertus du débat que d'entendre et d'en tirer toutes les conséquences.

Je voudrais commencer en ayant un mot, à la suite de votre président, pour les journalistes qui ont été agressés dans les manifestations. Il n'y a pas de démocratie sans médias indépendants et sans informations recoupées au plus près du terrain.

Et les journalistes – cela va de soi et il est presque regrettable de devoir le rappeler – doivent pouvoir se rendre sur le terrain, au plus près de l'information, dans des conditions de sécurité totale.

S'attaquer aux journalistes, c'est comme s'attaquer aux parlementaires, aux élus : c'est s'attaquer à la démocratie. Et il ne peut pas y avoir de débat public dans la violence, tout simplement parce que ce que vise la violence, c'est de tuer le débat public.

Je veux donc le redire, au moment où le président de la République vient d'ouvrir un grand débat public, qui est une étape majeure du quinquennat, qui doit nous permettre de reconstruire l'unité nationale en apportant des réponses venues des Français aux questions qu'ils se posent : il est plus que jamais nécessaire que la violence cesse.

Le message que j'ai à vous faire passer aujourd'hui est un message très simple : c'est un message de volonté.

Volonté d'abord d'entendre les Français. C'est le sens de la lettre que les Français viennent de découvrir et qui leur était adressée ce matin par le président de la République.

Volonté de réussir au service de tous les Français. Notre réussite – qu'elle soit économique, financière ou autre – sera collective ou ne sera pas. Il n'y aura pas d'un côté les Français qui réussissent et de l'autre les Français qui sont dans la difficulté. Les Français ont dit non, à travers les manifestations des dernières semaines, à cette division entre la France qui réussit et celle qui n'y arriverait pas.

Cette réussite demande l'engagement de tous. L'Etat bien sûr, la puissance publique mais aussi les entrepreneurs, les salariés. Et je souhaite que sur le volet économique et fiscal du grand débat, qui est un volet important, chacun se saisisse des questions qui ont été ouvertes. Je souhaite que le plus grand nombre de salariés, de chefs d'entreprise de PME, d'artisans, de commerçants, de professions libérales se saisisse de ce débat pour en faire un moment utile pour notre nation.



Quelle que soit la situation à laquelle nous sommes confrontés, je tiens aussi à redire que les défis auxquels la France fait face depuis maintenant des années n'ont pas changé. Le défi de la mondialisation, le défi de la révolution technologique, le défi de la montée en puissance de la Chine d'un côté et des Etats-Unis de l'autre, le défi du risque de division européenne – ces défis sont les mêmes. Et il faut donc maintenir notre stratégie pour nous permettre de les relever et d'y apporter des réponses qui soient les plus solides possible.

Nous continuerons donc en 2019 à mettre en œuvre notre stratégie économique pour relever les défis auxquels la France est confrontée.

Le premier défi c'est de transformer nos PME en ETI. Nos PME sont trop petites, je l'ai martelé à plusieurs reprises. Nous avons un projet de loi, le projet de loi sur la croissance et la transformation des entreprises (PACTE). Il a été adopté en première lecture à l'Assemblée nationale ; il reviendra dès le 17 janvier au Sénat. C'est l'outil efficace pour permettre à nos PME de grandir et de devenir des entreprises de taille intermédiaire, capables de conquérir les marchés extérieurs.

Nous avons un défi considérable qui est celui de l'innovation, nous savons tous ici que la France a pris – en matière de digitalisation et de robotisation – un retard considérable et qu'il y a urgence à combler ce retard, parce que l'innovation fera les emplois de demain et le succès économique de notre nation.

Nous avons fait des choix fiscaux en 2017, avec un projet de loi de finances qui définit une nouvelle fiscalité en France. Cette nouvelle fiscalité, c'est l'allègement de la fiscalité sur le capital, pas pour faire des cadeaux aux uns ou aux autres mais pour nous permettre de relancer l'innovation dans notre pays et de réussir dans la guerre économique actuelle.

Cette stratégie d'allègement de la fiscalité sur le capital sera poursuivie mais elle sera aussi – comme le président de la République l'a rappelé dans sa lettre aux Français – soumise à une évaluation fin 2019.

Rattraper notre retard en matière d'innovation, c'est aussi sanctuariser le crédit impôt recherche, comme l'a rappelé il y a quelques mois le Premier ministre. C'est le suramortissement de 2 ans qui doit nous permettre de robotiser plus vite un certain nombre de PME. C'est la mise en place du Fonds pour l'innovation de rupture, 10 milliards d'euros issus des cessions d'actifs. Et je tiens à rappeler que le calendrier des cessions d'actifs ne changera pas : nous avons besoin de céder des actifs pour financer l'innovation de rupture et permettre à notre pays de rester dans la course aux nouvelles technologies.

Le troisième défi, le troisième point notre stratégie après la compétitivité et l'innovation, c'est la bonne rémunération du travail. S'il y a bien un point commun entre toutes les manifestations qui ont eu lieu partout en France, un point commun que je retrouve dans ma circonscription de l'Eure à chaque fois que je m'y rends, c'est que beaucoup de nos compatriotes ne supportent pas de travailler et de vivre mal de leur travail. Beaucoup de nos compatriotes nous ont dit haut et fort – et ils ont eu raison et ils étaient légitimes à le dire – que quand on travaille on doit vivre bien et on doit vivre tout court. Et aujourd'hui beaucoup de nos compatriotes, notamment des femmes seules, ne vivent pas dignement de leur travail et même parfois n'en vivent pas tout court.



A tous ceux qui nous disent « il serait peut-être temps de s'occuper du sujet » ou qui n'arrêtent pas de réclamer matin, midi et soir que le travail paye plus, je tiens à rappeler que nous avons engagé la politique la plus résolue sur la rémunération du travail depuis 20 ans en France ; et que par conséquent s'ils croient dans cette politique, le plus simple, le plus cohérent pour eux serait peut-être de voter ces mesures plutôt que de les rejeter. Cela leur permettrait d'être en accord avec eux-mêmes.

Nous avons commencé par supprimer les cotisations salariales sur l'assurance-chômage et l'assurance-maladie. 20 millions de salariés en ont bénéficié, 20 millions de salariés qui ont vu au 1<sup>er</sup> novembre leur salaire net augmenter en bas de leur fiche de paie. Et moi ce qui m'intéresse, c'est le bas de la fiche de paie.

Nous avons revalorisé la prime d'activité pour 5 millions de foyers.

Nous avons supprimé le forfait social pour 20 millions de salariés. Je rappelle que depuis le 1<sup>er</sup> janvier de cette année, il n'y a plus de forfait social sur l'intéressement pour les entreprises de moins de 250 salariés et sur la participation pour les entreprises de moins de 50.

Nous avons défiscalisé les heures supplémentaires.

Nous avons pris, je le redis, les mesures les plus fortes depuis 20 ans pour mieux rémunérer le travail.

Relever tous ces défis – de la compétitivité, de l'innovation, du travail – c'est permettre de restaurer de la prospérité pour tous les Français et pour tous les territoires. Et je crois profondément à cette politique qui vise à créer de la prospérité, plutôt qu'à redistribuer avec des moyens que nous n'avons plus.

Il y a de ce point de vue-là une stratégie qui commence à donner des résultats et qui doit être accélérée. C'est vrai notamment dans un domaine qui, avec Agnès Pannier, nous tient particulièrement à cœur : c'est la reconquête industrielle de la France. Et je voudrais m'exprimer ici moins comme ministre de l'Economie et des Finances que comme élu de l'Eure depuis maintenant près de 12 ans.

Il y a un lien direct entre la crise que nous connaissons actuellement et la désindustrialisation massive de la France depuis des années et des années, faute de volonté politique et faute de courage. J'ai vu comme élu les ravages humains de la désindustrialisation en France, j'ai vu les fermetures d'usines, j'ai vu des ouvriers perdre leur travail, j'ai vu la culture ouvrière, qui rassemble les gens, qui les unit, qui leur donne des perspectives, disparaître sur des pans entiers du territoire national.

Eh bien ! La stratégie que nous mettons en œuvre et que je viens de vous rappeler vise justement à retrouver cet esprit industriel, à refonder non seulement des usines, des sites industriels mais une culture de l'industrie dans notre pays. Une culture fondée sur l'innovation, sur le travail, sur l'inventivité, sur l'imagination, sur la compétitivité.

Nous nous battons avec Agnès pour sauver des entreprises en difficulté, mais nous nous battons aussi pour la reconquête industrielle fondée sur des produits performants incorporant des technologies toujours plus nouvelles, avec des salariés toujours mieux qualifiés.



Le deuxième volet de notre stratégie pour 2019, comme c'était le cas en 2017 et en 2018, c'est le rétablissement des finances publiques.

Nous devons avoir moins d'impôts en France. Nos impôts sont trop lourds, nos taxes sont trop nombreuses. Et pour avoir moins d'impôts, je ne connais qu'un seul remède : avoir moins de dépenses publiques.

Simplement ce que nous ont dit les Français, c'est qu'il ne fallait pas décider de cela dans notre chambre tout seuls ou ici dans les couloirs de Bercy. Les Français veulent être associés à ces choix publics qui sont de vrais choix de société, puisqu'ils touchent nos services publics, nos hôpitaux, nos crèches, l'éducation de nos enfants. Il est donc légitime que les Français se prononcent sur cette question et je les appelle à se prononcer en masse : quelles dépenses publiques êtes-vous prêts à diminuer pour que nous puissions baisser vos impôts ?

Voilà la question fondamentale qui a été posée par le président de la République et à laquelle je souhaite que le maximum de Français puisse répondre.

De notre côté, nous tiendrons la promesse qui a été faite par le président de la République : 5, 3 et 1. 5 points de dette publique en moins ; 3 points de dépenses publiques en moins ; et 1 point de prélèvement obligatoire en moins d'ici la fin du quinquennat. C'est l'engagement du président de la République et la singularité de cette majorité, c'est qu'elle tient les engagements qui ont été pris devant les Français.

Mais si, après tout, nous pouvons aller au-delà de 1 point de prélèvements obligatoires en moins d'ici la fin du quinquennat, je pense que nous aurons fait œuvre utile et que nous aurons répondu à une demande forte de nos compatriotes.

La stratégie qui consiste à toujours augmenter les dépenses publiques a échoué. Si elle avait réussi, la France – qui est championne tous azimuts en matière de dépenses publiques – n'aurait aujourd'hui aucune difficulté économique. C'est bien la preuve que nous devons suivre une autre stratégie économique et de finances publiques, celle que je vous ai présentée.

C'est cette stratégie qui nous permettra de recréer de la prospérité en France pour tous les Français et, je le redis, pour tous les territoires. C'est aussi celle qui nous permettra de garantir notre crédibilité politique en Europe.

C'est le troisième volet de la stratégie que je voulais vous rappeler ce matin : nous avons une stratégie européenne. Elle est simple, elle vise à faire de l'Europe un véritable continent économique souverain et puissant. C'est le défi de notre génération.

Et aujourd'hui, tout cela est affaire de volonté politique. Voulons que l'Europe soit vassalisée et que le marché unique devienne le supermarché de toutes les grandes puissances – Chine et Etats-Unis – qui viendront y vendre leurs produits ? Ou voulons-nous que l'Europe soit puissante et souveraine ?

Le choix que nous avons fait avec le président de la République est clair : nous voulons une Europe souveraine, nous voulons achever la construction de la zone euro, nous voulons mettre en œuvre l'accord de Meseberg conclu avec l'Allemagne et qui vise à mettre en place un budget de la zone euro, une union des marchés de capitaux et une union bancaire. Nous voulons affirmer notre souveraineté économique en faisant de l'euro une monnaie souveraine au même niveau que la monnaie chinoise ou que le dollar américain.



Et les réponses que nous apporterons, notamment sur les sanctions extraterritoriales américaines, sont une manière d'affirmer la souveraineté de l'euro sur la planète financière internationale.

Pour être souverain, il faut notre propre industrie. Nous n'avons pas vocation demain à assembler ici des automobiles dont toute la valeur ajoutée, que ce soit les systèmes de guidage ou les batteries, aurait été produite en dehors de l'Union européenne. Et de ce point de vue, la volonté que nous avons avec mon homologue allemand Peter Altmaier d'avancer ensemble, sur les batteries électriques pour l'industrie automobile ou sur l'intelligence artificielle, marque notre détermination à avoir une véritable stratégie industrielle et à mettre en place des champions industriels, dans le domaine ferroviaire par exemple avec Alstom et Siemens.

Enfin, il y a un dernier défi qui sera aussi au cœur de cette année 2019, c'est celui de la réinvention du capitalisme.

La France va avoir en 2019 la présidence du G7. C'est une opportunité unique d'affirmer notre vision du capitalisme pour demain. Et je considère que nous devons saisir l'opportunité de la crise que la France a traversée pour apporter des solutions nouvelles et une compréhension nouvelle de ce que doit être le capitalisme.

Le capitalisme auquel nous croyons doit réduire les inégalités et pas les renforcer. Il doit les réduire à l'intérieur des nations et il doit les réduire entre les nations. Le capitalisme auquel nous croyons accepte d'avoir des salaires élevés et des salaires plus modestes, mais il refuse catégoriquement que dans une même entreprise le chef d'entreprise ait un salaire 200, 250 ou 300 fois supérieur à celui du salaire le plus modeste.

Le capitalisme auquel nous croyons n'abîme pas la planète, il en préserve les ressources. Le capitalisme auquel nous croyons repose sur des entreprises qui donnent du sens à leurs activités, parce qu'elles occupent désormais une place majeure dans la société ; et qu'elles doivent nous permettre de donner du sens aux activités de ces entreprises.

Le capitalisme auquel nous croyons taxe la valeur là où elle se crée. Il n'accepte pas que des PME qui ont des taux de marges très faibles payent 14 points d'impôts de plus que les géants du numérique. Et nous continuerons à livrer cette bataille pour la juste taxation des géants du numérique, avec la même détermination, tout simplement parce qu'il est juste de taxer la valeur là où elle se trouve.

Durant ce G7, nous lutterons aussi pour mettre en place une imposition minimale pour mettre fin à l'évasion fiscale qui scandalise à juste titre nos compatriotes et nos concitoyens européens.

Vous le voyez, je place l'année 2019 sous le signe de la volonté, parce que je considère que la meilleure façon de sortir d'une crise profonde, dont j'ai déjà eu l'occasion de dire qu'elle était à mes yeux à la fois sociale, démocratique et une crise de la Nation française, c'est de retrouver cet esprit de volonté qui est au cœur du quinquennat d'Emmanuel Macron. Le retrouver au niveau national, le retrouver au niveau européen mais le retrouver aussi sur la scène internationale, dans le cadre du G7 que nous aurons l'honneur de présider l'année prochaine.



Enfin un petit mot plus personnel, puisque ce sont les vœux pour 2019, pour vous souhaiter à tous, dans votre vie professionnelle mais aussi dans votre vie personnelle, en mon nom et au nom Agnès Pannier, le meilleur pour chacun d'entre vous. Bercy est une maison ouverte, j'aurai toujours un immense plaisir à vous y recevoir comme ce matin.

Meilleurs vœux à tous, meilleurs vœux à chacun d'entre vous.